



31^e session du Conseil des droits de l'homme
Rapport de M. le Rapporteur spécial sur la torture
Intervention du Luxembourg (8 mars 2016)

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Ma délégation salue les deux Rapporteurs spéciaux pour les rapports qu'ils ont présentés.

Nous remercions tout particulièrement M. Mendez pour son travail remarquable et son engagement indéfectible dans la lutte contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce dialogue interactif nous offre l'occasion de réaffirmer l'importance que le Luxembourg attache à la dignité humaine et au bannissement de toute forme de torture.

M. Mendez,

Votre rapport nous rappelle qu'en dépit du fait que l'interdiction de la torture fasse partie des normes impératives du droit international, les actes de torture persistent partout dans le monde. Vous vous penchez en particulier sur ce fléau que connaissent des hommes et des femmes stigmatisés en raison de leur orientation sexuelle ou encore des femmes et des jeunes filles qui, en plus de leur souffrance, doivent encore trop souvent affronter la négation des violences qui leur sont infligées et l'impunité de leurs tortionnaires.

Monsieur le Rapporteur spécial, le recours à la torture découle dans de nombreux pays souvent du dysfonctionnement du système judiciaire qui engendre d'importantes déficiences en matière de criminalisation de la pratique de la torture. Par quels moyens prioritaires suggérez-vous de combler ces lacunes ?

Monsieur le Président,

Permettez-moi de clore cette intervention en vous annonçant que le Luxembourg vient de rejoindre le groupe des amis de la CTI (Initiative pour la Convention contre la torture). Nous soutenons pleinement cette initiative importante lancée il y a deux ans et visant à aboutir à la

ratification universelle de la Convention contre la torture d'ici 2024. Le Luxembourg entend rester mobilisé dans ce combat exigeant pour les valeurs que nous défendons.